

**ASSOCIATION HOSPITALIERE
« LES CHEMINOTS »**

14 rue Alphonse Daudet
91211 DRAVEIL CEDEX

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

**ASSOCIATION HOSPITALIERE « LES
CHEMINOTS »**

14 rue Alphonse Daudet
91211 DRAVEIL CEDEX

**Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale de l'ASSOCIATION HOSPITALIERE « LES CHEMINOTS »,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION HOSPITALIERE « LES CHEMINOTS » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ASSOCIATION HOSPITALIERE « LES CHEMINOTS » à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- le paragraphe « réforme de financement – changement de méthode comptable » des règles et méthodes comptables de l'annexe aux comptes annuels, qui expose les impacts sur les états financiers des modalités de financement du SSR et de l'enregistrement des « séjours à cheval » ;
- le paragraphe de la « note sur l'exercice 2024 » des règles et méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels, concernant la créance article 58 qui s'analyse comme une créance à long terme dans une hypothèse de continuité d'exploitation ;
- le paragraphe de la « note sur l'exercice 2024 » des règles et méthodes comptables de l'annexe des comptes annuels, concernant le résultat des activités sous contrôle des tiers financeurs qui a un caractère provisoire dans l'attente des décisions des administrations de contrôle.

4. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Comme mentionné ci-avant, la note « Réforme de financement – changement de méthode comptable » de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application des nouvelles modalités de financement et l'approche retenue permettant de déterminer les montants concernant les « séjours à cheval » ;

Nous avons revu la documentation produite par l'entité, ainsi que les procédures concourant au chiffrage relaté et nous sommes assurés que l'annexe communique une information appropriée.

- Par ailleurs, nous avons été conduits à examiner les modalités définitives d'arrêté des résultats des exercices précédents, conditionnés à l'avis des autorités administratives assurant le financement des établissements de l'association.

La « note sur l'exercice 2024 » des règles et méthodes comptables de l'annexe récapitule les conditions définitives de détermination des résultats précédents telles que constatées dans les comptes annuels.

Nos travaux nous ont permis de nous assurer que les résultats précédents définitivement arrêtés par votre association sont conformes aux décisions des autorités administratives finançant ces établissements.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

7. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 28 mai 2025

Le commissaire aux comptes
RSA

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' followed by a horizontal line and a small cross-like mark.

Isabelle COUTERET
Associée

BILAN ACTIF DE L'ASSOCIATION AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires Immobilisations incorporelles en cours	463 041,29	366 230,20	96 811,09	51 541,17
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Terrains	103 781,65	-	103 781,65	103 781,65
Constructions	18 883 984,95	14 456 845,77	4 427 139,18	4 712 309,73
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 339 870,76	2 932 386,76	407 484,00	366 194,16
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	259 293,41	49 455,06	209 838,35	231 129,64
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	80 951,01	-	80 951,01	180 960,51
Prêts	754 630,33	-	754 630,33	732 914,89
Autres	1 014 333,18	-	1 014 333,18	1 018 980,18
Total I	24 899 886,58	17 804 917,79	7 094 968,79	7 397 811,93
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	326 811,45	-	326 811,45	395 090,58
Matières premières et autres approvisionnements	-	-	-	-
Créances	-	-	-	-
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 631 071,62	438 842,31	5 192 229,31	2 334 775,21
Créances reçues par legs ou donations Autres	-	-	-	46 479,38
Autres	582 250,07	491 692,69	90 557,38	165 499,01
Disponibilités	1 082 241,95	-	1 082 241,95	1 671 948,20
Charges constatées d'avance	47 587,42	-	47 587,42	38 577,01
Total II	7 669 962,51	930 535,00	6 739 427,51	4 652 369,39
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	32 569 849,09	18 735 452,79	13 834 396,30	12 050 181,32

BILAN PASSIF DE L'ASSOCIATION AU 31/12/2024

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	257,64	257,64
Fonds propres sans droit de reprise	-	-
Fonds propres statutaires	678,46	678,46
Fonds propres complémentaires	2 823,92	2 823,92
Fonds associatifs avec droit de reprise	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-
Fonds statutaires	-	-
Fonds propres complémentaires	381,12	381,12
Ecarts de réévaluation	676 735,19	676 735,19
Réserves	-	-
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves pour projet de l'entité	6 244 582,70	6 244 605,63
Autres	-	-
Report à nouveau	- 1 568 267,50	- 2 263 009,09
Excédent ou déficit de l'exercice	- 67 558,95	201 264,25
Situation nette (sous total)	5 289 632,58	4 863 737,12
Subvention d'investissement	118 191,32	110 198,20
Provisions réglementées	-	-
Total I	5 407 823,90	4 973 935,32
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	39 496,42
Fonds dédiés	-	328 272,00
Total II	-	367 768,42
PROVISIONS		
Provisions pour risques	363 885,31	363 885,31
Provisions pour charges	1 193 705,45	1 130 550,56
Total III	1 557 590,76	1 494 435,87
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	375 907,65	594 640,98
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 115 846,49	1 014 316,95
Dettes des legs ou donations	-	6 982,96
Dettes fiscales et sociales	3 389 897,15	3 131 410,18
Autres dettes	1 978 000,35	457 360,64
Produits constatés d'avance	9 330,00	9 330,00
Total IV	6 868 981,64	5 214 041,71
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	13 834 396,30	12 050 181,32

COMPTE DE RESULTAT DE L'ASSOCIATION exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	31 881,29	33 535,25
Ventes de biens et services	-	-
<i>Ventes de biens</i>	-	-
<i>Ventes de prestations de service</i>	3 036 167,97	2 488 124,21
Produits de tiers financeurs	-	-
Concours publics et subventions d'exploitation	18 491 452,98	18 163 937,10
Ressources liées à la générosité du public	-	-
Dons manuels	10 029,60	13 316,29
Legs, donations et assurances-vie	25 544,65	266 712,22
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	530 863,80	140 435,00
Utilisations des fonds dédiés	367 768,42	-
Autres produits	154 284,05	85 078,50
Total I	22 647 992,76	21 191 138,57
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	1 782 077,42	1 654 439,47
Variation de stock	68 279,13	6 827,33
Autres achats et charges externes	3 135 634,42	2 802 956,75
Impôts, taxes et versements assimilés	1 311 017,68	1 237 046,81
Salaires et traitements	10 486 310,38	9 865 955,03
Charges sociales	4 509 951,00	4 299 302,06
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	654 205,40	587 914,47
Dotations aux provisions	100 412,89	149 202,77
Reports en fonds dédiés	-	328 272,00
Autres charges	650 971,32	41 375,75
Total II	22 698 859,64	20 959 637,78
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	- 50 866,88	231 500,79
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	3 564,16	2,86
Total III	3 564,16	2,86
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	18 762,14	30 321,21
Total IV	18 762,14	30 321,21
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 15 197,98	30 318,35
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 66 064,86	201 182,44
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	17 344,91	14 184,81
Total V	17 344,91	14 184,81
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	-	-
Total VI	-	-
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	17 344,91	14 184,81
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	-
Impôts sur les bénéfices (VIII)	18 839,00	14 103,00
Total des produits (I + III + V)	22 668 901,83	21 205 326,24
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	22 736 460,78	21 004 061,99
EXCEDENT OU DEFICIT	- 67 558,95	201 264,25

ANNEXES LEGALES

- Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et moyens mis en œuvre :

L'association hospitalière les cheminots est une association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901 et reconnue d'utilité publique par décret du 18 juin 1918. Elle a pour but de soigner et d'aider tous ceux qui sont reçus dans ses établissements. Son siège social est situé à Draveil (91).

Elle est régie par un conseil d'administration élu par l'assemblée générale de ses membres.

Elle dispose comme moyens d'action d'établissements de soins, de rééducations proposant de l'hospitalisation complète ainsi que de l'hospitalisation de jour.

Evénements significatifs de l'exercice 2024 :

L'année 2024 a été marquée par la mise en place de la réforme des financements des SSR que nous développerons ci-après.

Nous avons également été impactés par la poursuite du financement de la revalorisation des salaires de certaines catégories de personnel dans le cadre du SEGUR 2 « RH ». Le financement de la revalorisation du point d'indice a perduré sur 2024.

Il a été mené d'importants travaux d'inventaire sur notre parc d'immobilisation.

Fin Décembre 2024, l'ARS nous a versé une somme de 95.321€ concernant les mesures « GUERINI ». Dans l'attente du décret d'application, la charge à payer au personnel a été provisionnée dans les comptes et portée à 314.471€.

La provision concernant le financement spécifique pour la valorisation de la cancérologie dans le nouveau modèle SMR a été reprise sur l'exercice 2024.

Le solde du legs de Mme LARUE a bien été comptabilisé tel qu'annoncé dans le précédent rapport financier et impacte le résultat pour un montant net de -38.738,36€.

Règles et méthodes comptables

ANC n°2014-03 et ANC n°2018-06 modifié par le règlement ANC n°2020-08 et ANC 2019-04

Le bilan de l'exercice 2024 clos le 31/12/2024 dont le total est de 13.834.396,30 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 67.558,95 euros ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03 sous réserves des dispositions particulières, notamment des principes énoncés dans le règlement ANC 2018-06 relatif au plan comptable associatif, modifié par le règlement ANC n°2020-08, ainsi que des principes énoncés par le règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif, désormais d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020.

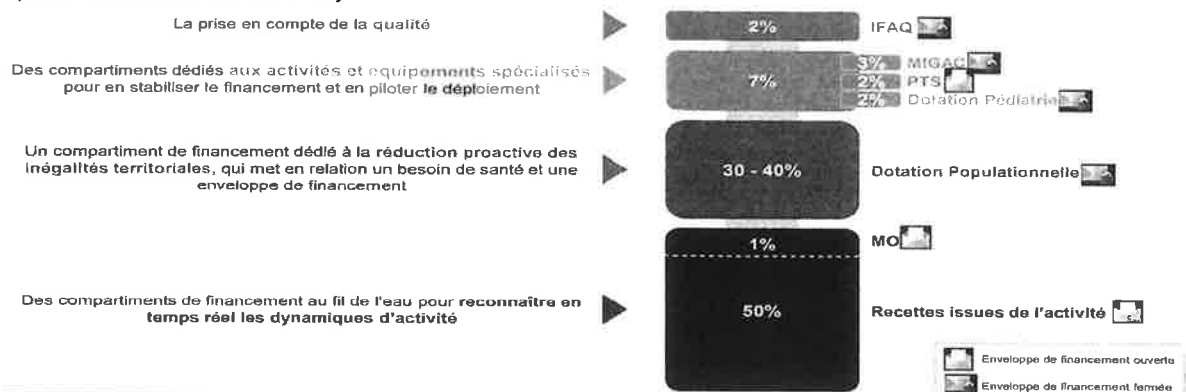
Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
Ces comptes ont été arrêtés le 03 Mai 2025.

Reforme de financement – Changement de méthode comptable



DOS / pôle ville-hôpital

La combinaison de plusieurs compartiments de financement, seule possibilité pour permettre la transformation dans un rythme soutenable pour les acteurs (les % sont donnés à titre indicatif)



La réforme de financement des SSR, prévue pour le 1er Juillet 2023 a eu un impact comptable sur l'exercice 2024. Le but de cette réforme est de redistribuer les compartiments de financement. Historiquement, nous avons une Dotation Annuelle de Financement (DAF) représentant 90% des recettes « Assurance maladie » assortie de 10% de Dotation Modulée à l'Activité (DMA). Suite à la réforme, la répartition est schématiquement à 50/50. (Graphique ci-dessus)

Ainsi, une dotation dite populationnelle, fonction de critères définis par arrêté est introduite en tant que nouvelle modalité de financement.

Cette dotation populationnelle est enregistrée au compte de résultat 2024 dans la rubrique « Produits de tiers financeurs – Concours publics et subventions d'exploitation » pour un montant de 6 767 630 €.

Comptablement, la DMA suit le rythme de la T2A, à savoir la sortie des patients en mois M pour une déclaration via la cellule DIM en M+2 et un arrêté et un paiement de l'assurance maladie en M+3.

Séjours à Cheval :

Un séjour à cheval concerne un patient entré dans la structure dans l'exercice comptable N et non encore sorti au 31/12/N. Selon l'information ci-dessus, les recettes générées par ce patient « non sorti » ne sont pas connues à la date de clôture des comptes. Il convient donc de les provisionner.

Nous avons été en mesure d'identifier et d'évaluer les produits enregistrés en 2024 et rattachés à 2023 et il en a été de même pour les produits provenant des séjours à cheval au 31/12/2024 pour leur quote-part 2024.

La provision se constitue sur la base d'un prix réel déclaré par le PMSI les mois suivants, au moment de la sortie du patient. Ce prix réel est rapporté prorata temporis à la durée de présence sur l'exercice 2024.

Ou alors, la provision se constitue sur la base du prix moyen à la journée du service hébergeant le patient rapporté à sa durée de présence sur 2024, lorsque la date de sortie n'est pas connue à la date d'audit des comptes.

Pour enregistrer l'impact des séjours à cheval sur le premier exercice suivant la mise en place de la réforme, il a fallu corriger le bilan d'ouverture pour faire ressortir la part des séjours à cheval 2023 dans l'exercice 2024. Cette correction prend la forme d'une écriture comptable faisant apparaître en augmentation du report à nouveau le montant des séjours à cheval 2023 soit 493.477,34€.

L'enregistrement des séjours à cheval 2024/2025 fait ressortir sur l'exercice un produit de 503.060,49€.

Le différentiel entre ces périodes est pris en résultat par un montant positif de 9.583,15€.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- sur les immobilisations :
 1. les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires)
 2. Les règlements du C.R.C. (2002-10, 2004-6 et 2005-9) relatifs à la nouvelle réglementation sur les actifs ont été appliqués à compter de 2005. La méthode prospective a été utilisée dans le cadre de la première application de cette nouvelle réglementation
 3. pour les bâtiments et les agencements internes, les durées d'amortissement théoriques suivantes sont retenues :
 - le gros œuvre, la charpente et la couverture en 50 ans
 - les installations techniques en 20 ans
 - les menuiseries intérieures, faux plafonds, revêtements de sols et peinture en 10 ans
 - les menuiseries extérieures, l'électricité, la plomberie, les sanitaires, les fluides médicaux en 25 ans
 - les ascenseurs en 15 ans
 - le matériel est amorti entre 3 et 10 ans
 - le mobilier est amorti sur 10 ans
 - l'amortissement est pratiqué prorata temporis
 - Ces durées sont le cas échéant, ajustées en fonction de la durée d'utilisation spécifique à l'Association
- sur les stocks : ils sont évalués suivant la méthode « du dernier prix d'achat connu ».
- sur les créances : elles sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque le recouvrement devient douteux.
- sur les emprunts : Il est tenu compte des intérêts à payer entre la dernière échéance et le 31 décembre.

Note sur l'exercice 2024

- Les cotisations versées à l'organisme collecteur des fonds pour l'effort construction au titre des années 2004 à 2024 sont comptabilisées en prêt et s'élèvent à 754.630,33 euros à fin 2024.
- La créance de 1.009.557,03 euros due par la S.S. lors du passage en dotation globale est portée en immobilisation financière depuis 2005.

• Tableau de variation des fonds propres :

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice Montant global avec règlement ANC 2018-06 au 01/01/2021	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	257,64				257,64
Fonds propres sans droit de reprise	3 502,38				3 502,38
Fonds associatifs avec droit de reprise	-				
Fonds propres avec droit de reprise	381,12		-		381,12
Ecart de réévaluation	676 735,19		-		676 735,19
Réserves	6 244 605,63	-	22,93	-	6 244 582,70
dont réserves du siège	4 267 675,32		22,93		4 267 652,39
dont réserves des activités sous gestion contrôlée	1 976 930,31				1 976 930,31
Report à nouveau	- 2 263 009,09	-	694 741,59	-	- 1 568 267,50
dont Report à nouveau du siège	- 227 038,40		188 426,62		- 38 611,78
dont Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée (*)	- 2 035 970,69		506 314,97		- 1 529 655,72
dont Résultat en instance d'affectation du siège	-	-			-
dont Résultat en instance d'affectation des activités sous gestion contrôlée	-	-			-
Excédent ou déficit de l'exercice	201 264,25	- 201 264,25	- 67 558,95	-	- 67 558,95
dont siège	188 426,62	- 188 426,62	- 116 840,84		- 116 840,84
dont activités sous gestion contrôlée	12 837,63	- 12 837,63	49 281,89		49 281,89
Situation nette	4 863 737,12	- 201 264,25	627 159,71	-	5 289 632,58
Provision règlementées	-				-
Total	4 863 737,12	- 201 264,25	627 159,71	-	5 289 632,58

• L'exercice 2024 a vu l'affectation du résultat 2023 :

- Le résultat excédentaire 2023 du siège a été affecté au compte RAN pour 188.426,62€.
- Information sur le résultat 2023 sous contrôle des tiers financeurs : Il a été proposé d'affecter le résultat 2023 excédentaire de 12.837,63€, au débit du RAN pour 25.953,25€, au débit du RAN pour dépenses de congés payés pour 23.122,48€ et au crédit du RAN pour indemnités de retraite pour 36.238,10€.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transfert	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation							
HOP'EN	-		-				
Cancérologie	328 272,00		328 272,00	-	-	-	
Total							

Le GHC s'est vu octroyer un financement de soutien à l'activité de cancérologie de 492.408€ couvrant la période allant du 01/07/2023 au 31/12/2024. La partie 2024 de cette somme inscrite en fonds reportés a été totalement reprise sur l'exercice en utilisation de fonds dédiés.

Le GHC a perçu 168.118€ au titre de subventions d'investissement pour le Fonds pour la Modernisation et l'Investissement en Santé. Ces subventions sont reprises au fur et à mesure des amortissements annuels.

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variation de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Subventions d'investissement				
Total Montant nominal	142 779,97	25 338,03		168 118,00
Total Quotes-parts virées au résultat	32 581,77	17 344,91		49 926,68

- Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2018-06, les legs sont désormais comptabilisés lors de leur acceptation, tandis qu'auparavant, ils figuraient en engagements hors bilan.

Le legs de Mme LARUE est soldé au 31/12/2024.

	Solde à l'ouverture	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Augmentation	Diminution	Montant global
Fonds reportés issus de Legs	39 496,42		39 496,42	-
Total	39 496,42	-	39 496,42	-

PRODUITS	Montant
Montant perçu au titre d'assurances vie	
Montant de la rubrique produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	39 496,42
CHARGES	Montant
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	
SOLDE DE LA RUBRIQUE	39 496,42

- En 2024, l'engagement retraite a été calculé sur la base de méthodes actuarielles conformes aux règles comptables et est désormais comptabilisé en provision pour charges pour son intégralité, soit 1.115.945,45 € au 31/12/2024.

Les hypothèses sont :

- taux d'actualisation de 3,25 %
- taux d'évolution des salaires de 1.0 %
- taux de turn-over modulé par tranche d'âge
- taux de charges sociales et fiscales de 58 %
- l'âge moyen de départ à la retraite retenu est 64 ans

La loi portant réforme des retraites parue au cours de cet exercice (loi 2023-270 du 14 Avril 2023) a eu un impact non significatif sur le calcul de la provision.

La variation de la provision sur l'exercice est comptabilisée dans les comptes de l'Association. Elle ne figurera dans les comptes administratifs transmis aux tutelles qu'à hauteur de 25%, permanence des méthodes. Ainsi, les 75% de la variation de l'exercice seront pris en compte en report à nouveau en compte 11592 dans la proposition d'affectation du résultat 2024.

- Comme les années précédentes, la provision pour congés payés (variation de l'exercice) est comptabilisée dans le compte de résultat de l'Association. Elle ne figurera pas dans les comptes administratifs transmis aux tutelles, car ces dernières refusent cette charge.
Comme en 2007, il a également été fait application des dispositions particulières résultant de l'avis du CNC n°2007-05 du 04 mai 2007, concernant la provision pour congés à payer non financée par les tiers financeurs.

Jusqu'au 31/12/2006, la provision pour congés à payer, non financée par les tiers financeurs était enregistrée dans les comptes du siège et non des établissements.

Depuis 2007, la variation de provision est comptabilisée au niveau des établissements. Administrativement, la provision pour congés à payer n'est toujours pas admise et doit donc être retraitée au niveau des comptes administratifs.

Auparavant, l'affectation de la provision CP était comptabilisé en #1162, sur la base du nouveau plan comptable, elle est maintenant en compte 11592, report à nouveau.

- Les cotisations par l'Association sont sans autre contrepartie que la participation à l'AG, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur. Ces cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.
- Le CPOM actuel finance le Groupe Hospitalier les Cheminots pour 16.450.030,98 euros sur 2024.
- L'entité ne comptabilise pas les contributions volontaires en nature dont elle bénéficie, concernant principalement du bénévolat, car elle n'a pas mis en place de procédures visant à les recenser dans le but d'en permettre la valorisation. Ceci n'est pas essentiel à la compréhension de l'activité de l'association.
- Les quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun s'élèvent à 45.000,00 euros en 2024. Elles correspondent aux frais de Siège et représentent une charge pour les établissements et un produit pour le Siège. Ces comptes, réciproques, n'ayant aucune incidence sur le résultat, ne sont pas repris dans le compte de résultat de l'association.

- En application de la loi 2006-586 du 23 mai 2006, il est précisé que les rémunérations et les avantages en nature des trois plus hauts dirigeants (président, secrétaire général, trésorier général) s'élèvent à 9.497,87 euros pour 2024.
- Les créances clients provisionnées antérieures au 01/01/2020 ont été passées en créances irrécouvrables, les provisions correspondantes ont été reprises pour un montant global de 493.605,80€
- Pour la clôture des comptes 2024, nous avons engagé un travail sur la mise à jour du parc des immobilisations. L'objectif recherché étant de faire un inventaire des immobilisations encore présente dans l'association.

Nous sommes partis du principe que toutes les immobilisations concernant des constructions et des travaux ont été conservées, toutes les immobilisations concernant du matériel, du mobilier ou de l'informatique ont été mise au rebut en fonction de leur ancienneté.

Le résultat de ce travail met en évidence la sortie de 658 immobilisations pour un montant de 2.091.429,18€. L'impact résultat est de 24.883,28€ d'amortissements supplémentaires.

ANNEXES AU BILAN

Tableau des immobilisations

Situation au 31/12/2024

	Valeur d'acquisition	Acquisitions	Cessions	Virements postes	Valeur fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES FRAIS D'ETABLISSEMENT					
TOTAL 1	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES IMMOB. INCORPORELLES	443 678,02	73 648,13	74 636,41	20 351,55	463 041,29
TOTAL 2	443 678,02	73 648,13	74 636,41	20 351,55	463 041,29
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
TERRAINS	103 781,65	0,00	0,00		103 781,65
CONSTRUCTIONS	19 443 452,86	82 635,23	642 103,14		18 883 984,95
MATERIEL ET MOBILIERS	4 591 650,05	122 910,35	1 374 689,64		3 339 870,76
AUTRES					
IMMOB. CORPORELLES EN COURS (**)	272 564,96	7 080,00	0,00	-20 351,55	259 293,41
BIEN RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES	0,00	0,00	0,00		0,00
TOTAL 3	24 411 449,52	212 625,58	2 016 792,78	-20 351,55	22 586 930,77
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
PARTICIPATIONS ET CREANCES RATT.	180 960,51	0,00	100 009,50		80 951,01
AUTRES TITRES IMMOBILISES	732 914,89	47 754,22	26 038,78		754 630,33
AUTRES PRETS ET IMMOB. FIN. *	1 018 980,18	0,00	4 647,00		1 014 333,18
TOTAL 4	1 932 855,58	47 754,22	130 695,28	0,00	1 849 914,52
TOTAL GENERAL	26 787 983,12	334 027,93	2 222 124,47	0,00	24 899 886,58
* Les créances au 31-12-1985 sur la caisse pivot sont placées en immobilisations financières (1.009.557,03 euros)					
** dont 200.493€ de travaux de VRD en attente d'évaluation définitive					

ANNEXES AU BILAN Tableau des amortissements Situation au 31/12/2024				
	Amortissement début exercice	Dotations de l'exercice	Cessions	Valeur fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES FRAIS D'ETABLISSEMENT				
TOTAL 1	0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES IMMOB. INCORPORELLES	392 136,85	48 729,76	74 636,41	366 230,20
TOTAL 2	392 136,85	48 729,76	74 636,41	366 230,20
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
TERRAINS				
CONSTRUCTIONS	14 731 143,13	367 805,78	642 103,14	14 456 845,77
MATERIELS ET MOBILIER	4 225 455,89	81 620,51	1 374 689,64	2 932 386,76
AUTRES				
IMMOB. CORPORELLES EN COURS	41 435,32	8 019,74		49 455,06
BIEN RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
TOTAL 3	18 998 034,34	457 446,03	2 016 792,78	17 438 687,59
TOTAL GENERAL	19 390 171,19	506 175,79	2 091 429,19	17 804 917,79

ANNEXES AU BILAN Tableau des provisions / réserves Situation au 31/12/2024				
	Valeur début exercice	Dotations	Reprises	Valeur fin d'exercice
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR LITIGES ***	100 885,31	0,00	0,00	100 885,31
PROVISIONS AMENDES & PENALITES				
PROVISIONS POUR TRAVAUX	77 760,00	0,00	0,00	77 760,00
AUTRES PROV. RISQUES & CHARGES **	1 315 790,56	100 412,89	37 258,00	1 378 945,45
TOTAL 1	1 494 435,87	100 412,89	37 258,00	1 557 590,76
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
SUR IMMOBILISATIONS				
INCORPORELLES				
CORPORELLES				
FINANCIERES	0,00	0,00	0,00	0,00
SUR STOCK ET EN-COURS				
SUR COMPTES CLIENTS	784 418,50	148 029,61	493 605,80	438 842,31
AUTRES (*)	491 692,69	0,00	0,00	491 692,69
TOTAL 2	1 276 111,19	148 029,61	493 605,80	930 535,00
TOTAL GENERAL	2 770 547,06	248 442,50	530 863,80	2 488 125,76

(*) : Provision de 250.000 euros concernant l'avance de trésorerie faite par le siège pour le fonds de dotation résidence Stanislas et provision de 233.342,69€ correspondant au trop versé au Fonds de dotation résidence Stanislas

(**) : Dont la provision pour départ en retraite 1.116K€ + 263K€ euros de provision caution prêt résidence Stanislas

(***) : La dotation correspond aux CP "arrêt maladie" sur la période 2020-2023 suite à l'arrêt de la cour de cassation du 13/09/2023

ANNEXES AU BILAN**Tableau des créances
Situation au 31/12/2024**

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISE			
AUTRES TITRES IMMOBILISES	80 951,01		80 951,01
PRETS	754 630,33	26 925,00	727 705,33
AUTRES IMMOB. FINANCIERES *	1 014 333,18		1 014 333,18
DE L'ACTIF CIRCULANT			
REDEVABLES & CPTES RATTACHES	5 631 071,62	5 319 909,62	311 162,00
CREANCES RECUES PAR LEGS OU DONATIONS	0,00	0,00	
AUTRES CREANCES	582 250,07	582 250,07	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	47 587,42	47 587,42	
TOTAL	8 110 823,63	5 976 672,11	2 134 151,52

* Dont 1.009.557,03 euros (créances sur caisse pivot au 31-12-1985)

Tableau des dettes

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an	A plus de 5 ans
EMPRUNTS OBLIGATAIRES				
EMPRUNTS & DETTES ETABL. DE CREDITS (1)(2)	375 907,65	150 543,05	225 364,60	
EMPRUNTS & DETTES FINANC. DIVERS				
FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES	1 115 846,49	1 115 846,49		
DETTE FISCALE ET SOCIALES	3 389 897,15	3 389 897,15		
DETTE DES LEGS OU DONATIONS	0,00	0,00		
DEPOTS DES HEBERGES				
AUTRES DETTES	1 978 000,35	1 978 000,35		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	9 330,00	9 330,00		
TOTAL	6 868 981,64	6 643 617,04	225 364,60	0,00

(1) - Emprunts souscrits en 2008 (hypothèque conventionnelle de 2e rang à hauteur de 950.000,00 euros sur le centre de moyen séjour à Ris-Orangis

(2) - Garantie reçue de la Compagnie Européenne de Garantie et Cautions à hauteur de 75% du prêt pour la balnéothérapie (2.100.000,00 euros), soit 1.575.000,00 euros. Nantissement des titres crédit coopératif pour 79.452,50 euros

Effectif rémunéré CDI & CDD (équivalent temps plein)	2023	2024
administration	26,52	24,17
éducative et social	4,99	5,08
logistique	69,89	69,30
médical	11,97	10,40
soignant	134,54	142,85
TOTAL	247,91	251,80

	SIEGE	GHC	Total
Résultat comptable excédentaire		49 281,89	49 281,89
Résultat comptable déficitaire	- 116 840,84		- 116 840,84
Total 1	- 116 840,84	49 281,89	- 67 558,95
Affectations proposées			
Fonds associatif sans droit de reprise	356,42		356,42
Report à nouveau débiteur	- 117 197,26	30 443,01	- 86 754,25
Réserves pour congés payés		94 148,55	94 148,55
Report à nouveau IDR		- 75 309,67	- 75 309,67
Total 2	- 116 840,84	49 281,89	- 67 558,95
Total 1 - Total 2	-	-	-